

La Commission mixte Maurice-Seychelles du plateau continental étendu tient sa 25e réunion



Championnats du monde para-athlétisme Paris 2023 : le ministre Toussaint salue les performances des athlètes mauriciens'

Page 3

En Israël, nouvelle mobilisation contre la réforme judiciaire avant un vote clé au Parlement



Emmanuel Macron confirme Élisabeth Borne à Matignon, "ajustements" ministériels en vue



Le pacte entre l'UE et la Tunisie, un nouveau "modèle" face à la crise migratoire ?



Foot News



Manchester United : Harry Maguire n'est plus capitaine



Coup de tonnerre, le transfert d'une star au PSG va échouer ?

A la télé aujourd'hui



06.30 New Amsterdam
07.15 Serial: Le Livre Perdu Des Sortilèges
08.00 Serial: Chicago Med
09.35 Le Chemin Du Destin
09.55 A Que No Me Dejas
10.25 The Gardener's Daughter
10.50 Tele: Marimar
12.00 Le Journal
12.25 Sublime Mensonge
13.15 Tele: Fierce Angel

13.45 Imperio De Mentiras
14.10 L'incroyable Hulk
15.22 Film: L'Homme De La Plaine
17.15 The Gardener's Daughter
18.00 Live: Samachar
18.30 Wagle Ki Duniya
18.56 Serial: Mere Dad Ki Dulhan
19.30 Le Journal
20.30 Film: Patel Ki Punjabi Shaadi
Stars: Rishi Kapoor, Paresh Rawal, Vir Das



07.09 Local: Toc Toc Doc
09.09 Local: Proze Dime
11.00 Local: Les Klips
12.03 Local: Rodrig Spor
12.30 Local: Saver Kil Tirel
13.05 Local: Toc Toc Doc
13.20 Local: En Forme
13.35 Local: Agir Ensemble
14.17 Rodrig: Klip Seleckson
15.50 Local: Come On Let's

Dance
17.05 Local: Radio Vision
18.00 Imperio De Mentiras
18.31 A Que No Me Dejas
19.00 Live: Zournal Kreol
19.20 Rodrig: Li Bon Ou Konnin
19.30 Rodrig: Li Bon Ou Konnin
19.48 Local: Les Grandes Lignes
20.30 Local: Mots & Ecrits
21.00 Local Radio Vision
23.00 Le Journal
23.20 Local: Groov'in



07.00 Serial: Gadget Guru Ganesha
08.04 Mag: Tirth Yatra
08.31 MBC Prod
08.53 Local: Anjoria
09.13 Local: Virasat
09.38 Local: Gyan Vigyan
10.03 Serial: Suhani Si Ek Ladki
11.27 Radha Krishna
12.00 Film: Woh Din Aayega

15.30 Serial: Badki Malkaain
16.00 Serial: Agniphera
18.00 Live: Samachar
18.30 Local: Amrit Vaani
19.11 Local: Sawdhan... Against
19.37 Local: Guru Purnima Bhajan
20.01 Local: Hunarbaaz
20.30 Serial: Surya Puran
21.37 Serial: Jag Jaanani Maa
23.36 Jijaji Chhat Par Hain



06.03 Mag: Motorweek
09.00 Film: Sissi
10.39 My Perfect Landing
10.59 The World Is Yours
11.51 Doc: Tree Stories
12.43 Mag: Healthy Living
13.04 Mag: Human Nature
13.34 Film: The Boy, The Dog...
15.04 D.Anime: Early Learning

15.22 D.Anime: Anna Et Ses Amis
15.21 D.Anime: Word Party
15.47 D.Anime: Miraculous
16.10 D.Anime: Inspecteur Gadget
16.39 D.Anime: Kika Et Bob
17.06 D.Anime: Hunter X Hunter
17.36 Espoirs Secrets
18.20 Mag: National Anthem
19.00 Mag: Border Crossing
19.30 Mag: Tomorrow Today
20.01 Le Chemin Du Destin
20.50 Film: Cripple Creek



14.25 Zindagi Mere Ghar Aana
15.30 Film: Kunwara
Stars: Govinda, Urmila Matondkar
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya
19.00 Udaariyaan
19.30 Kuch Rang Pyar Ke Aise..

20.00 Sasural Simar Ka 2
20.30 Radha Krishna
21.02 Anupamaa
21.30 Mere Sai
22.01 Kismet Ki Lakiron Se
22.31 Kabhi Kabhie Lttefaq Sey
22.59 Patiala Babes
23.30 Film: Kunwara
Stars: Govinda, Urmila Matondkar
02.12 Kundali Bhagya
02.30 Serial: Udaariyaan

Le monde doit se préparer à des vagues de chaleur plus intenses, prévient l'ONU

L'ONU a appelé mardi le monde à se préparer à des vagues de chaleur plus intenses, invitant chaque individu à élaborer ses propres «plans de lutte» pour affronter ces températures extrêmes de jour comme de nuit.

«Ces phénomènes continueront à s'intensifier et le monde doit se préparer à des vagues de chaleur plus intenses», a déclaré John Nairn, expert auprès de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) des Nations unies, lors d'un point de presse régulier à Genève.

«Le phénomène El Niño, qui s'est récemment déclaré, ne fera qu'amplifier l'occurrence et l'intensité des vagues de chaleur extrême», a-t-il indiqué.

En Amérique du Nord, en Asie, en Afrique du Nord et dans le bassin méditerranéen, les températures vont dépasser les 40°C pendant plusieurs jours cette semaine.

«L'un des phénomènes notables que nous avons observés est que le nombre de vagues de chaleur simultanées dans l'hémisphère nord a été multiplié par six depuis les années 1980. Cette tendance ne montre aucun signe de diminution», a relevé M. Nairn.

«Je crains donc que nous ne soyons pas au bout de nos peines», a-t-il ajouté, soulignant qu'il est de la responsabilité de chacun de se doter de plans de lutte contre les chaleurs extrêmes.

Selon les experts, les gaz à effet de serre qui retiennent la chaleur sont à l'origine du changement climatique.

Les gaz tels que le dioxyde de carbone, le méthane et le protoxyde d'azote jouent un rôle crucial en empêchant une partie du rayonnement



solaire d'être renvoyé dans l'espace.

Lorsque ce cycle est équilibré, il maintient la planète à une température supportable.

Mais une augmentation insoutenable des quantités de gaz à effet de serre dans l'atmosphère signifie que davantage de chaleur y est piégée, ce qui crée non seulement un réchauffement global, mais aussi d'autres anomalies climatiques.

Températures nocturnes

Pour les vagues de chaleur, le changement climatique augmente leur durée, leur intensité et aussi leur portée géographique, affirment les scientifiques.

Interrogé sur ce que pouvaient faire les individus à titre personnel pour tenter de contrer le changement climatique, M. Nairn a appelé à lutter contre les combustibles fossiles.

«Je pense que la chose la plus simple est de tout électrifier. C'est un message simple. Il s'agit d'arrêter les combustibles à base de carbone», a-t-il dit.

Alors que les thermomètres dépassent ou frôlent des records, l'OMM appelle la communauté internationale à ne pas focaliser son attention uniquement sur les températures maximales.

«C'est en fait la température nocturne qui présente le plus grand risque pour la santé, en particulier pour les populations vulnérables», a expliqué M. Nairn.

Il a expliqué que dans de nombreux endroits où le maximum atteint ou dépasse les 40°C, la température reste proche de ces niveaux à minuit.

Or, a souligné l'expert, «les températures nocturnes élevées répétées sont particulièrement dangereuses pour la santé humaine, car le corps ne parvient pas à récupérer», ce qui «conduit à une augmentation des cas de crises cardiaques et de décès».

Il n'y a pas de définition universelle des vagues de chaleur, qui sont établies par rapport aux températures moyennes de chaque région du monde, dont les normales varient considérablement.

Mais l'OMM est en train d'élaborer «une terminologie et des définitions normalisées» pour les chaleurs extrêmes, a-t-elle indiqué mardi: «La catégorisation de l'intensité des vagues de chaleur permettra de normaliser les prévisions concernant l'impact et les alertes dans le monde entier».

Reprise de la vaccination des enfants après la baisse des années COVID

La vaccination des enfants dans le monde, qui a baissé lors de la pandémie de COVID-19, commence à se rétablir, mais reste inférieure au niveau d'avant la crise sanitaire, a indiqué l'ONU mardi.

Selon de nouvelles données publiées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), il y a eu quatre millions d'enfants de plus vaccinés en 2022 qu'en 2021.

«C'est donc une bonne nouvelle. En moyenne, les pays du monde entier se rétablissent et se rapprochent du niveau d'immunisation qu'ils avaient atteint avant l'arrivée de la pandémie», a déclaré la directrice du département immunisation et vaccins à l'OMS, Kate O'Brien, à l'AFP.

«Ces données sont encourageantes», a souligné le directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, dans un communiqué.

En 2022, 20,5 millions d'enfants n'ont pas reçu un ou plusieurs vaccins de base, contre 24,4 millions en 2021.

Malgré ces «signes prometteurs», la couverture n'atteint toujours pas les



niveaux pré-pandémiques (18,4 millions), ce qui, selon les agences onusiennes, expose les enfants à de graves risques d'épidémies.

Et «la reprise est très inégale», a relevé Mme O'Brien.

Les pays riches s'en sortent relativement bien et l'OMS a également constaté que «certains pays - en particulier certains très grands pays à faible revenu intermédiaire, comme l'Inde et l'Indonésie», ont enregistré une très forte reprise, a-t-elle indiqué.

Elle a ainsi expliqué que les pays qui voient leur couverture vaccinale se redresser sont généralement ceux qui ont investi dans ces programmes de

façon régulière avant la pandémie, citant également le Népal, le Kenya et le Bangladesh.

En revanche, «dans l'ensemble des pays à faible revenu, la reprise ne fait que commencer, si tant est qu'elle existe dans certains de ces pays», a indiqué Mme O'Brien.

Globalement, une inquiétude majeure reste la vaccination contre la rougeole - l'un des agents pathogènes les plus infectieux - qui ne s'est pas rétabli aussi bien que d'autres vaccins.

La couverture pour la première dose du vaccin contre la rougeole est montée à 83 % en 2022, contre 81% en 2021, mais reste inférieure aux 86% atteints en 2019.

En revanche, la couverture vaccinale contre le virus du papillome humain (HPV) a pour la première fois dépassé l'an dernier les niveaux pré-pandémiques.

L'ONU a lancé il y a près de trois mois une campagne de «grand rattrapage» des vaccinations des enfants, concentrée dans vingt pays où vivent les trois quarts des enfants dans le monde qui ont manqué les vaccins en 2021.

La Commission mixte Maurice-Seychelles du plateau continental étendu tient sa 25e réunion

Dans le cadre de la 25e réunion de la Commission mixte Maurice-Seychelles sur le plateau continental étendu et de la 30e réunion du comité technique de la Commission mixte, qui se tient du 17 au 19 juillet 2023, les deux parties mauriciennes et seychelloises se sont rencontrées dans le but de faire le point sur les progrès accomplis jusqu'ici en matière de gestion conjointe du plateau continental, au siège de la Direction du Plateau Continental, de l'Administration des Zones Maritimes et de l'Exploration à Port Louis.

La réunion a porté sur les délibérations et la prise de décision concernant les discussions de la 24e réunion de la Commission mixte. Il est rappelé que la Zone de Gestion Conjointe (JMA) du Plateau Continental Étendu (ECS) du Plateau des Mascareignes a été formellement établie en 2012 par la signature d'un traité entre les deux pays.

La réunion était co-présidée par le secrétaire du Cabinet et chef de la fonction publique, M. Premode Neerunjun, et l'ambassadeur Kenneth Racombo des Seychelles. Le Représentant permanent de Maurice auprès des Nations Unies, M. Jagdish Dharamchand Koonjul ; le directeur général du Département du plateau continental, de l'administration et de l'exploration des zones maritimes, le Dr Rezah Badal ; le conseiller spécial du Premier ministre, M. Nayan Koomar Ballah ; ainsi que des représentants de la République des Seychelles étaient présents.

Dans son allocution d'ouverture, M. Neerunjun a déclaré que cette réunion du jubilé d'argent est une occasion de revenir sur les réalisations passées ainsi que sur les succès futurs et d'avoir un nouvel élan pour faire bouger les choses pour l'AMC. Il a également salué la collaboration fructueuse entre Maurice et les Seychelles au sujet de la JMA, ajoutant qu'au fil des années, l'amitié entre les deux pays a mûri et s'est encore renforcée.

Il a parlé des progrès réalisés par le Comité technique conjoint et a souligné que les Seychelles commenceraient dans un avenir proche une première étude pour la pêche exploratoire sur le concombre de mer. Il s'est également appesanti sur le nouveau Plan Stratégique 2023-2028 qui a été préparé. L'objectif d'avoir un plan stratégique, a-t-il ajouté, est de garantir que les activités maritimes dans la JMA sont mises en œuvre d'une manière rationnelle et durable qui permettrait l'utilisation optimale des ressources au profit du peuple de la République des Seychelles et de la République de Maurice.

Pour sa part, l'ambassadeur Racombo a exprimé sa gratitude au gouvernement mauricien et a ajouté que les deux pays ont surmonté un certain nombre de défis et ont



été témoins de progrès significatifs ensemble, ce qui reflète la force de leur amitié et leur vision partagée pour la gouvernance optimale de l'AGC.

Il a également parlé de la nécessité de poursuivre les recherches au sein du JMA et de disposer de données scientifiques solides nécessaires à la gestion efficace de nos ressources océaniques. Selon lui, les contraintes financières représentent souvent un défi pour les PEID et donc la nécessité d'être stratégique dans les tactiques de mobilisation des ressources et de s'assurer que les droits souverains sur les ressources naturelles dans la JMA sont respectés et que les actions sont orientées vers le développement durable et à long terme. prospérité à long terme des ressources océaniques. L'importance d'investir dans les bonnes ressources humaines et d'assurer l'inclusivité et la participation active des jeunes a également été soulignée par l'ambassadeur Racombo.

Le Dr Badal, pour sa part, a souligné que les discussions au cours de la réunion ont porté sur les pêcheries exploratoires d'holothuries, les projets de crédit carbone et les ressources humaines. Il a ajouté que le projet de démonstration conjoint, qui est un système d'information conjoint entre Maurice et les Seychelles, est un projet majeur qui vise à renforcer les capacités techniques et de gestion à l'appui de la planification de l'espace marin et de la gestion efficace de la JMA.

Parlant du nouveau plan stratégique, il a informé qu'il sera publié sous peu et se concentrera sur de nouveaux objectifs et cibles pour les cinq prochaines années. L'accent, a-t-il ajouté, sera mis sur les capacités humaines, l'accès à l'information et aux données, la technologie, la conservation et le développement, entre autres.

Avant la réunion, l'ambassadeur Koonjul et le consultant du ministère de la pêche et de l'économie bleue des Seychelles et coprésident du comité technique, M. Philippe

Michaud, ont procédé à la signature du procès-verbal de la réunion technique.

Maurice et les Seychelles partagent la gestion du plateau continental

Il est rappelé qu'en décembre 2008, Maurice et les Seychelles, toutes deux parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, ont présenté une demande conjointe à la Commission des Nations Unies sur les limites du plateau continental en vue d'étendre le plateau continental au-delà de leurs frontières respectives. 200 miles nautiques de Zones Economiques Exclusives dans la région du Plateau des Mascareignes. En mars 2011, Maurice et les Seychelles se sont vu conférer conjointement la juridiction sur la zone commune du plateau continental étendu.

Les Seychelles et Maurice ont signé deux traités en 2012 pour partager la gestion du plateau continental du plateau des Mascareignes. Le premier concerne l'exercice conjoint des droits souverains par Maurice et les Seychelles sur le plateau continental. Le second traite de la gestion des fonds marins du plateau continental.

IN THE SUPREME COURT OF MAURITIUS (Before the Master and Registrar thereof)

In the matter of:

Sale by Licitation

1. SADHANA KEJIOU (born RUGHOOBEER)
2. OUDAYSINGH RUGHOOBEER
3. DEVINA DUBAR (born RUGHOOBEER)
4. PREMA GYA (born RUGHOOBEER) electing their legal domicile in the office of the undersigned Attorney at Law situate at 4th Floor, Sterling House, Lislet Geoffroy Street, Port Louis

PETITIONERS

VERSUS

- (1) Deokarun RUGHOOBEER
- (2) Sutyaparakash RUGHOOBEER
- (3) Narainduth RUGHOOBEER
- (4) LALAH Rughoobeer
- (5) Vijaye RUGHOOBEER
- (6) Vidyanand RUGHOOBEER
- (7) Dev Anand RUGHOOBEER
- (8) Devianee RUGHOOBEER
- (9) Vikash RUGHOOBEER
- (10) Danisha RUGHOOBEER acting as legal administratrix of the minors (i) Thavir RUGHOOBEER and (ii) Bhoomesh RUGHOOBEER.

RESPONDENTS

Notice is hereby given on 04 July 2023 has been filed in the Master's Office the cahier des charges containing the clauses, charges and conditions pursuant and according to which shall take place before the Master's Bar the SALE BY LICITATION prosecuted at the request of the above named petitioners against the above named respondents of a portion of land of the extent of 5 ¼ PERCHES situate in the District of Pamplemousses place called Triolet and morefully described in volume 1418 No 51 and is bounded 'd'après un proces verbal de rapport avec plan figurative y joint dresse par Monsieur Robert Foiret, arpenteur Jure, en date du vingt cinq Janvier mil neuf cent soixante dix huit dument enregistre au Reg A 406 No 5554 comme suit: D'un cote par un chemin commun sur vingt neuf pieds six pouces.; Du second cote par les heritiers Nathoonee, sur soixante dix neuf pieds trois pouces ; Du troisieme cote par le Lot2 que doit acquerir Iswurduth Alleemun, sur vingt neuf pieds six pouces ; et du dernier cote par l'axe d'un chemin de sortie de toirs pieds de large sur quatre vingt pieds trois pouces the whole morefully described in deed registered and transcribed in Vol 1418/51.

Together with all that may depend or form part thereof without any exception or reservations.

There exists on the said portion of land a one-storeyed concrete house under slab with all facilities and provided with water and electricity and is found in a residential zone.

TAKE FURTHER NOTICE that in terms of Articles 813-13 of the Civil Code as subsequently amended any co-owner (indivisaire) of the said immoveable property can substitute himself or herself to the purchaser(s) within one month from the date of adjudication by a declaration made at the registry of the Supreme Court (Master's Court).

All parties claiming a right to take inscription of legal mortgage upon the said property are warned that they must do so before the transcription of the judgment of adjudication failing which they shall forfeit such right.

Under all legal reservations

Dated at Port Louis, this 18th day of July 2023.

RAJENDRA APPA JALA
ATTORNEY AT LAW

Of 4th Floor, Sterling House, Lislet Geoffroy Street, Port Louis
ATTORNEY IN CHARGE OF THE SALE

Championnats du monde para-athlétisme Paris 2023 : le ministre Toussaint salue les performances des athlètes mauriciens'

Les athlètes mauriciens qui ont participé aux Championnats du monde de para-athlétisme Paris 2023 ont été accueillis de nouveau à Maurice, lors d'une cérémonie organisée par le ministère de la Promotion de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs.

Le ministre de la Promotion de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, M. Jean Christophe Stephan Toussaint, et d'autres personnalités étaient présents à cette occasion.

Dans une déclaration, le ministre Toussaint a applaudi tous les para-athlètes mauriciens pour leur performance lors des Championnats du monde para-athlétisme Paris 2023, ainsi que les entraîneurs et la Fédération pour le travail effectué depuis maintenant plusieurs années. Il a également exprimé sa satisfaction et sa joie pour les médailles remportées par les athlètes lors de ces jeux et ceux qui se sont qualifiés pour les Jeux paralympiques de Paris 2024.

Le ministre des Sports a rassuré que le gouvernement continuera à investir et à mettre toutes les structures nécessaires à la disposition de nos athlètes afin qu'ils puissent exceller dans leurs domaines respectifs, notamment avec les prochains Jeux des Iles de l'Océan Indien. Il a en outre insisté sur le grand potentiel de tous les athlètes mauriciens et sur le soutien que leur apporte le gouvernement.

Il a d'ailleurs exprimé le souhait que les athlètes ramènent



plus de médailles à l'avenir, que ce soit aux jeux paralympiques, en boxe, en judo, en haltérophilie, tout en espérant entendre l'hymne national mauricien être joué à Paris en 2024.

Il est rappelé que Maurice a remporté une médaille d'argent grâce à Mme Noemi Alphonse, et deux médailles de bronze (Mme Noemi Alphonse et M. Yovanni Philippe) lors des Championnats du monde para-athlétisme Paris 2023. Suite à leurs exploits lors de ces Championnats, Mme Noemi Alphonse, M. Yovanni Philippe, Mme Anaïs Angélique et M. Roberto Michel sont qualifiés pour les Jeux Paralympiques de Paris 2024.

En Israël, nouvelle mobilisation contre la réforme judiciaire avant un vote clé au Parlement

Plusieurs milliers de personnes manifestent, mardi, en Israël, contre le projet de réforme judiciaire porté par le gouvernement de Benjamin Netanyahu. Cette nouvelle mobilisation est organisée avant un vote clé au Parlement sur l'une des dispositions contestées.

Autoroute bloquée, entrée d'un QG militaire entravée : des milliers d'Israéliens se sont de nouveau mobilisés, mardi 18 juillet, pour dénoncer le projet de réforme judiciaire porté par le gouvernement de Benjamin Netanyahu et qu'ils voient comme une menace pour la démocratie.

"Nous vivons des jours tragiques (...) Face à un gouvernement (...) qui se précipite pour détruire la démocratie. Nous seuls, les citoyens, pouvons arrêter le train de la dictature", ont déclaré les organisateurs dans un communiqué appelant à cette nouvelle journée de mobilisation.

Depuis l'annonce en janvier du projet controversé, des dizaines de milliers de personnes manifestent chaque semaine dans le pays, dans ce qui est considéré comme l'un des plus grands mouvements de contestation de l'histoire d'Israël.

Sous une chaleur accablante, des milliers de personnes manifestaient dans l'après-midi notamment à Haïfa (nord), Tel-Aviv, Jérusalem, Petah Tikva ou encore Rehovot (centre), selon des médias locaux et des journalistes de l'AFP. À Tel-Aviv, des militants d'un groupe de vétérans de l'armée ont formé une chaîne humaine pour bloquer la principale entrée du quartier général de l'armée.



"Je suis prêt à me battre", dit à l'AFP Ron Sherf, 51 ans, un ancien combattant d'une unité d'élite. "Le gouvernement veut un pouvoir illimité pour mettre en place une politique qui n'est pas libérale, une politique de suprématie juive", a-t-il dénoncé.

Des manifestants ont également défilé sur une autoroute au nord de Tel-Aviv, bloquant la circulation. La police a fait état de 19 arrestations pour "trouble à l'ordre public".

Clause de "raisonnabilité"

Cette journée fait suite au vote, la semaine dernière en première lecture par le Parlement, d'une mesure de la réforme visant à annuler la possibilité pour le pouvoir judiciaire de se prononcer sur le "caractère raisonnable" des décisions du gouvernement. Et elle intervient alors que la commission parlementaire des lois poursuit mardi ses débats afin de la présenter dans

les prochains jours au vote définitif du Parlement.

La clause dite de "raisonnabilité" avait contraint, en janvier, Benjamin Netanyahu à démettre de ses fonctions le numéro deux du gouvernement Arié Dery, condamné pour fraude fiscale, suite à l'intervention de la Cour suprême.

La réforme que défend le gouvernement, formé fin décembre avec le soutien de partis d'extrême droite et de formations ultra-orthodoxes juives, vise à accroître le pouvoir des élus sur celui des magistrats. Le gouvernement estime qu'elle est nécessaire pour assurer un meilleur équilibre des pouvoirs, mais ses détracteurs y voient une menace pour la démocratie et ses garde-fous institutionnels.

"Par le biais d'actes de désobéissance civile non violents, nous continuerons à protester dans les rues jusqu'à l'annulation

complète de la réforme", a déclaré à l'AFP Josh Drill, un des porte-parole du mouvement de protestation.

Netanyahu invité aux États-Unis

D'autres mesures de cette réforme provoquent le mécontentement des manifestants, comme celle modifiant le processus de nomination des juges qui a déjà été adoptée par les députés en première lecture.

Une autre clause voulue par le gouvernement, dite "dérogatoire", qui vise à permettre au Parlement d'annuler à la majorité simple une décision de la Cour suprême, a elle été "abandonnée", avait assuré fin juin Benjamin Netanyahu.

Ce projet de réforme suscite également des critiques à l'étranger. Le président américain, Joe Biden, avait notamment appelé fin mars le gouvernement israélien à trouver un compromis.

Les deux dirigeants ont discuté lundi au téléphone, selon le bureau du Premier ministre israélien qui a annoncé que Benjamin Netanyahu avait été "invité" aux États-Unis pour rencontrer Joe Biden.

Interrogé à ce sujet par des journalistes, un porte-parole de la Maison Blanche, John Kirby, a indiqué que les deux hommes étaient "tombés d'accord pour se rencontrer, probablement avant la fin de l'année", peut être "durant l'automne".

En attendant, Joe Biden va accueillir, mardi, à Washington, le président israélien, Isaac Herzog, qui joue un rôle essentiellement protocolaire. Avant son départ pour les États-Unis, ce dernier avait aussi appelé les parties israéliennes à trouver un compromis.

Emmanuel Macron confirme Élisabeth Borne à Matignon, "ajustements" ministériels en vue

Élisabeth Borne est maintenue à la tête du gouvernement français a confirmé, lundi, Emmanuel Macron, mettant fin aux rumeurs de remaniement. La Première ministre a toutefois évoqué sa volonté d'avoir recours à des "ajustements" dans son gouvernement.

Au nom de la "stabilité" et avant de prendre la parole d'ici la fin de la semaine, Emmanuel Macron a confirmé dans la soirée du lundi 17 juillet le maintien à Matignon d'Élisabeth Borne. La Première ministre a annoncé pour sa part qu'elle entendait désormais procéder à des "ajustements" dans son gouvernement.

"Pour assurer stabilité et travail de fond, le président de la République a décidé de maintenir la Première ministre", a annoncé l'entourage du chef de l'État, qui va s'expliquer "d'ici la fin de semaine" en "rappelant le cap clair qui est le sien", selon la même source.

Aussitôt après cette confirmation, Élisabeth Borne a déclaré qu'elle "souhait(ait) des ajustements" pour son gouvernement, selon Matignon, et qu'elle "les proposera au président de la République cette semaine".

"Pour que rien ne change, il ne faut rien changer. Le maintien d'Élisabeth Borne à Matignon traduit la dramatique déconnexion du président de la République qui a perdu tout contact avec le peuple et condamne le pays à l'impuissance et à l'immobilisme", a réagi sur Twitter la cheffe de file des députés RN, Marine Le Pen.



"Le calme est revenu"

Emmanuel Macron, en déplacement jusqu'à mardi à Bruxelles, offre ainsi une première perspective sur l'issue qu'il compte donner à ses "100 jours", décrétés le 17 avril afin de trouver un débouché à la crise des retraites.

"L'objectif des cent jours a été tenu et le calme est revenu", après les émeutes qui ont embrasé la France fin juin, relève l'entourage du président.

"Le 14-Juillet a été un succès", poursuit-on de même source, alors que les craintes d'une nouvelle flambée des violences à l'occasion de la Fête nationale ne se sont pas confirmées. "Le pays avance. L'exécutif doit travailler et préparer la rentrée", se félicite-t-il également.

Dans ce contexte, Emmanuel Macron "compte préparer la rentrée en rappelant le cap clair qui est le sien et en rassemblant fortement après cette période", ajoute-t-on de même source, alors que pour l'heure,

l'exécutif a été incapable de former une majorité claire à l'Assemblée.

Première ministre en sursis

Les émeutes fin juin avaient d'abord éloigné la perspective d'un remaniement, mais une fois les braises éteintes, les rumeurs avaient repris de plus belle, allant d'un simple ajustement technique à un changement de Premier ministre.

Le chef de l'État a finalement décidé de "maintenir" Mme Borne à Matignon, ce qui laisse aussi entendre qu'il a songé à l'en éloigner.

Le tout sur fond de campagne du ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, revigoré par sa gestion des violences et qui "a une aversion profonde" pour ce qu'Élisabeth Borne "incarne en termes de rapport à la politique et aux gens", selon une députée Renaissance. "Cette technocratie qui s'est érigée au pouvoir, ça éloigne les gens", dit-elle.

Mais peut-être qu'au final, Emmanuel Macron "veut l'user jusqu'à la corde", avance un ancien ministre. "Et puis c'est vrai qu'il n'y a pas vraiment d'alternative qui apporte une majorité", ajoute ce dernier.

Première ministre en sursis, Élisabeth Borne a déjà survécu à des législatives ratées il y a plus d'un an, puis au 49.3 utilisé pour faire passer la très contestée réforme des retraites au printemps, et à de multiples dissonances avec le président de

la République.

Mais, résiliente, sans concurrence capable de changer vraiment la donne, elle a finalement réussi à s'ancrer, posant ses jalons.

Un nouveau directeur de cabinet à Matignon

Elle assurait ainsi il y a dix jours au Parisien avoir "délivré" la feuille de route des 100 jours d'Emmanuel Macron sur le travail, l'ordre républicain, la transition écologique et les services publics de la santé et de l'éducation. Tout en convenant dans la foulée, avec syndicats et patronat, d'un nouvel agenda social qui la projette à l'automne sur son contenu.

Elle a ainsi "imposé son calendrier à l'Élysée", analysait un cadre de la majorité Élisabeth Borne va donc poursuivre son bail entamé il y a quatorze mois, avec à la tête de son équipe à Matignon un nouveau directeur de cabinet : Jean-Denis Combexelle, spécialiste du Code du travail, nommé lundi dans la matinée.

Ancien président de la section du contentieux du Conseil d'État, il a dirigé pendant treize ans, sous des gouvernements de droite puis de gauche, la puissante direction générale du travail au ministère du Travail (2001-2014).

La désignation de Jean-Denis Combexelle, accueillie plutôt favorablement par les partenaires sociaux, tombe à pic pour un gouvernement désireux de renouer avec le dialogue social après la douloureuse crise des retraites.

Le pacte entre l'UE et la Tunisie, un nouveau "modèle" face à la crise migratoire ?

L'UE a conclu dimanche un "partenariat stratégique" sur la question migratoire avec la Tunisie, pour freiner les traversées illégales qui se multiplient depuis ses côtes. Un accord présenté comme un "modèle" par la cheffe du gouvernement italien Giorgia Meloni, mais considéré comme un recul par les associations de défense des droits de l'Homme.

C'est "un partenariat stratégique complet" se félicitent les dirigeants de l'Union Européenne. Dimanche 16 juillet, l'UE et la Tunisie ont conclu un accord pour lutter contre l'immigration clandestine vers l'Europe, en plein essor depuis le pays nord-africain.

Ce "mémoire d'entente" comprend une aide budgétaire directe de 150 millions d'euros en 2023 pour la Tunisie, confrontée à une crise économique sévère et dont l'endettement a atteint 80 % du PIB, pour une enveloppe totale qui pourrait atteindre jusqu'à 900 millions d'euros.

Cet accord signé entre les 27 et la Tunisie se base sur cinq piliers que sont "la stabilité macro-économique, le commerce et les investissements, la transition énergétique verte, le rapprochement entre les peuples et la migration et la mobilité".

Pour la cheffe du gouvernement italien Giorgia Meloni, ce partenariat qui traite "la crise migratoire de façon intégrée (...) peut être considéré comme un modèle pour l'établissement de nouvelles relations avec l'Afrique du Nord".

Plusieurs ONG estiment au contraire qu'il s'agit d'un signal très inquiétant dans le contexte tunisien actuel, de nature à enflammer encore un peu plus la recrudescence de violences dont les exilés subsahariens sont victimes.

"Hotspot" de l'immigration illégale

Pour l'Union européenne, cet accord avec la Tunisie répond d'abord à une urgence conjoncturelle. Selon l'agence des réfugiés de l'Onu (HCR), quelque 50 000 personnes sont arrivées illégalement en



Italie par bateau au cours des cinq premiers mois de l'année 2023, contre 19 000 sur la même période en 2022. Plus de la moitié d'entre eux sont partis de Tunisie.

"Cette année le pays a dépassé la Libye qui était jusqu'ici le premier pays des départs vers l'Europe", souligne Myriam Tixier, chargée de mission au sein de l'association la Cimade, qui vient en aide aux migrants.

Une situation due au durcissement de la politique des autorités libyennes vis-à-vis des migrants, mais également à la multiplication des filières de passeurs en Tunisie, notamment dans la ville de Sfax, désormais considérée comme la plaque tournante de l'immigration illégale dans la région, affirment les autorités locales.

La présence croissante de migrants dans la cité portuaire génère depuis des mois de vives tensions avec les locaux. Celles-ci ont dégénéré depuis la mort d'un tunisien lors d'une altercation avec des subsahariens, début juillet, entraînant une véritable chasse aux migrants.

Un partenariat global au nom des 27

L'accord signé vise à "renforcer la coopération pour lutter et diminuer les flux migratoires irréguliers et sauver des vies humaines". Car la forte augmentation des départs depuis les côtes tunisiennes va de pair avec une hausse des naufrages. Le premier trimestre 2023 a ainsi connu le nombre le plus élevé de morts en mer depuis 2017, selon l'Organisation interna-

tionale pour les migrations (OIM).

Pour combattre ce fléau, l'UE mise sur une approche "holistique" (globale) qui inclut le "développement des voies légales pour la migration", autrement dit l'immigration choisie, tout en favorisant "un développement durable" dans les "zones défavorisées à fort potentiel migratoire" pour réduire l'immigration illégale. Enfin, l'accent est mis sur la lutte contre les "réseaux criminels de passeurs" avec le renforcement des contrôles, des patrouilles et des moyens d'enquête visant à démanteler ces filières.

Cet accord, qui selon Giorgia Meloni doit servir de base pour les négociations en cours avec les autres pays de la région, s'inscrit dans la réforme globale de la politique européenne sur la migration et l'asile, mise en chantier depuis l'automne 2020.

"L'accord avec la Tunisie est une sorte de ballon d'essai" souligne Caroline de Camaret, spécialiste des questions européennes chez France 24. "Il s'agit désormais de traiter cette question non plus en bilatérale mais entre les 27 États membres et chaque pays concerné, en incluant un maximum de paramètres dans les négociations".

Bras de fer économique ?

Ce pacte comprend des mesures visant spécifiquement la jeunesse tunisienne – notamment par le biais d'un programme d'échanges d'étudiants ainsi que des formations au sein de l'UE – mais aussi un soutien à l'industrie du tourisme ou bien encore le développement des énergies renouvelables.

Alors que l'accord avec la Tunisie est censé représenter la politique des 27, de nombreux observateurs se sont interrogés sur le choix des représentants choisis pour accompagner la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, lors de ce déplacement en Tunisie : la leader d'extrême droite italienne Giorgia Meloni et le néerlandais Mark Rutte, dont la ligne très dure sur le regroupement familial a fait exploser le gouvernement.

La chercheuse de Human Rights Watch

Lauren Seibert a pour sa part alerté sur le contexte pour le moins malheureux de cette visite, programmée alors même que des migrants avaient été expulsés de force à la frontière libyenne.

"L'accord bénéficiera aussi bien à l'Union européenne qu'au peuple tunisien", a affirmé dimanche le Premier ministre des Pays-Bas, rappelant que l'UE est le premier partenaire commercial de la Tunisie et son premier investisseur. Il a par ailleurs salué "des accords pour perturber les modèles économiques des 'passeurs' et des trafiquants d'êtres humains, pour renforcer le contrôle des frontières et pour améliorer le recensement et les retours".

"Encore une fois, l'Union européenne se sert des négociations économiques pour faire coopérer un État sur le volet de l'immigration. Contrairement à ce qui est dit, il ne s'agit pas d'un regard neuf" dénonce Myriam Tixier. "Nous savons que les raisons de l'immigration illégale sont complexes, elles peuvent avoir attiré au manque d'opportunités, mais également à l'orientation sexuelle, la recherche de liens familiaux, les questions de liberté d'expression... L'aide économique promise par l'UE ne règlera pas ce problème" analyse-t-elle.

La chargée de mission au sein de la Cimade, craint par ailleurs que ce soutien de l'UE en pleine polémique sur le traitement des migrants en Tunisie ne conforte la politique du président Kaïs Saïed, qui les a qualifiés à plusieurs reprises de menace pour le pays.

"C'est sûr que l'UE a trouvé en Tunisie une très bonne oreille. Le président cherche par tous les moyens à faire partir les exilés. Il y a fort à craindre que cet accord n'aggrave encore la situation des migrants, déjà persécutés de manière absolument scandaleuse dans le pays".

Dans le texte de l'accord, la Tunisie réaffirme sa position de ne pas être "un pays d'installation de migrants en situation irrégulière". Elle s'engage à lutter "contre les réseaux criminels de passeurs" tout en défendant une démarche "basée sur le respect des droits humains".

D'importants feux de forêt près d'Athènes, des habitants et touristes évacués

Alors que la Grèce est confrontée à une intense vague de chaleur, des feux de forêts se sont déclarés lundi. De nombreuses personnes ont dû être évacuées, dont 1 200 enfants qui se trouvaient dans des colonies de vacances. Paris annonce envoyer des renforts, dont deux Canadair, en fin de journée.

Les pompiers continuaient à combattre, mardi 18 juillet, pour la deuxième journée consécutive, des incendies de forêt près d'Athènes. De nombreux habitants ont dû être évacués des zones balnéaires touchées en proie à la canicule.

"Toutes les forces de la protection civile ont lutté contre les incendies pendant toute la nuit (...) la première priorité étant la protection de la vie humaine" mais aussi "la protection des infrastructures publiques d'importance vitale et de l'immobilier des citoyens", a déclaré mardi matin le porte-parole des sapeurs pompiers, Yannis Artopios lors d'un point de presse.

Face à l'ampleur des feux, la France va envoyer deux Canadair, un avion de reconnaissance et 18 personnels de la Sécurité civile en Grèce, a annoncé, mardi, Gérard Darmanin. L'arrivée des renforts, demandés par Athènes, est prévue vers 20 h 00, a précisé à l'AFP la Sécurité civile.

Le plus violent incendie se situe dans la forêt de Dervenohoria à 50 km au nord d'Athènes où opèrent 140 pompiers épaulés de six bombardiers d'eau et d'un hélicoptère, a ajouté le porte-parole.

Les localités habitées ne sont pas menacées à Dervenohoria mais l'atmosphère est suffocante à cause du nuage de fumée qui a envahi la région", a déclaré de son côté Vassilis Pergalias, le maire de Tanagra, une localité proche. "La situation s'est améliorée par rapport à la nuit

mais il faut encore oeuvrer pour circonscrire le feu", a-t-il ajouté, cité par l'Agence de presse grecque, Ana (semi-officielle).

Dans la zone balnéaire à 40 km d'Athènes, à Kouvaras, où le feu avait commencé lundi avant d'être porté par des vents intenses aux localités avoisinantes d'Anavyssos et Lagonissi, de nombreux habitants ont dû quitter leurs maisons, dans la soirée, après des appels des autorités à s'éloigner de la zone.

Plusieurs maisons ont été brûlées, selon les images diffusées par la chaîne de télévision publique ERT et un centre équestre, menacé par les flammes, ainsi qu'un monastère ont été évacués.

Mardi, 230 pompiers et 5 hélicoptères continuaient d'opérer dans cette zone balnéaire et la circulation restait interrompue sur les routes avoisinantes des localités touchées.

Épisode de canicule

Un troisième incendie brûlait toujours à la station balnéaire de Loutraki, à environ 80 km à l'ouest de la capitale grecque, près de l'isthme de Corinthe, où la veille 1 200 enfants avaient été évacués de colonies de vacances menacées par le feu. Sur ce front, 120 pompiers, cinq avions et un hélicoptère poursuivaient, mardi, la lutte contre les flammes.

"Des dommages ont été rapportés sur des maisons à Saronida et Loutraki et un inventaire sera effectué après que le feu soit circonscrit", a précisé Yannis Artopios.

Comme une partie de l'Europe, la Grèce est frappée depuis vendredi dernier par sa première canicule de l'année avec une pointe de 44,2 °C dans la région de Thèbes (centre), selon l'Observatoire national d'Athènes.

Dimanche soir, le thermomètre a commencé à baisser



légèrement et le ministère de la Crise climatique a mis en garde contre le "risque accru" d'incendies en raison de vents importants, soufflant entre 50 et 60 km/h.

Les incendies de forêt sont courants en Grèce pendant l'été. En 2021, d'immenses incendies ont dévasté une partie du pays, faisant trois morts et détruisant plus de 100 000 hectares de forêt.

En 2018, plus de 100 personnes sont mortes à Mati, près d'Athènes, dans le pire incendie meurtrier qu'ait connu le pays.

"Aujourd'hui était la première journée vraiment difficile de cet été", a déclaré lundi soir le Premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis depuis Bruxelles en marge du sommet UE-Communauté d'États latino-américains et des Caraïbes (CELAC). "Nous avons eu, avons et aurons des incendies, c'est aussi une des conséquences de la crise climatique que nous vivons avec une intensité croissante", a-t-il souligné.

Une relation "opaque" entre Macron et Uber : la majorité dénonce un rapport parlementaire "partisan"

La commission d'enquête parlementaire consacrée aux Uber Files dénonce une proximité étroite entre Uber et Emmanuel Macron, qui se serait poursuivie après son élection à la présidence de la République. De son côté, la majorité dénonce une "couverture partisane et complotiste" dans ce rapport rendu public mardi.

En publiant son rapport sur les Uber Files, qui vise en particulier Emmanuel Macron, la commission d'enquête demandée par LFI a donné lieu à une passe d'armes avec la majorité, qui taxe le rapport de "complotiste".

Le rapport publié mardi 18 juillet, pointe du doigt une relation "opaque" nouée par Emmanuel Macron avec la plateforme américaine à son arrivée en France. "La confidentialité et l'intensité des contacts entre Uber, Emmanuel Macron et son cabinet témoignent d'une relation opaque mais privilégiée", y compris depuis son accession à la présidence de la République en 2017, selon le rapport.

Le président, ministre de l'Économie à l'époque des faits, poursuit-il, avait passé un "deal secret" avec la société américaine pour qu'elle renonce à son application controversée Uber Pop (des particuliers conduisent les clients dans leur voiture) en échange de la simplification des conditions

nécessaires à l'obtention d'une licence de Voiture de transport avec chauffeur (VTC).

"Un lobbying agressif"

La rapporteuse de la commission d'enquête, la députée LFI Danielle Simonnet, a accusé Uber, mardi, lors d'une conférence de presse, d'avoir "exploité toutes les failles et mis en place un lobbying agressif". Et "oui, un deal a bien eu lieu" avec Emmanuel Macron, a-t-elle souligné, mais ces faits sont prescrits, selon elle.

Le président de la commission d'enquête, le député Renaissance Benjamin Haddad, avait pris les devants en dénonçant dès mardi matin une "couverture partisane et complotiste" dans ce rapport. "Il n'y a eu aucune forme d'opacité, de contrepartie, de connivence entre les acteurs publics et Uber au moment de son arrivée en France", a martelé Benjamin Haddad. Et "il n'y a aucun nouveau fait qui viendrait étayer que ces acteurs ont menti".

"L'État n'a pas failli à sa tâche, il a répondu à une tâche complexe (l'arrivée des plateformes) en adaptant la réglementation", selon le député Renaissance.

Parmi les membres de la commission d'enquête, douze députés ont validé le rapport final - tous ceux issus de la Nupes, du groupe Liot ou du RN - mais les dix députés Renaissance et leurs alliés, ainsi que l'unique élu LR, se sont abstenus.

"C'est l'habitude des macronistes que



d'insulter quand ils sont à court d'arguments", a répondu Danielle Simonnet. "Les Uber Files sont révélatrices d'un sentiment d'impunité de l'exécutif. Or il a des comptes à rendre".

La commission, lancée il y a six mois, a auditionné 120 personnes dont deux anciens Premiers ministres, Bernard Cazeneuve et Manuel Valls, ainsi que d'anciens dirigeants d'Uber pour tenter de cerner les agissements d'Uber en France entre 2014 et 2017.

L'affaire a été déclenchée par la fuite de 124 000 documents internes recueillis par Mark McGann, ancien lobbyiste pour le compte d'Uber, et communiqués au journal britannique The Guardian.

Potentiel "conflit d'intérêts"

Toujours selon le rapport, la création de l'Agence de régulation des plateformes d'emploi (Arpe) en 2021, censée réguler le secteur, ne constitue qu'une manœuvre de

contournement des droits sociaux des travailleurs à travers la création d'un soi-disant dialogue social" pour éviter une "requalification en salariat de l'activité des travailleurs".

Le président de l'Arpe, Bruno Mettling, est lui-même mis en cause pour avoir, quelques mois avant sa nomination, "effectué des activités de conseil, à la demande d'AT Kearney [un cabinet de conseil] agissant pour le compte d'Uber". Il s'agissait de "peser sur la définition du cadre devant être donné au dialogue social en cours de construction", un potentiel "conflit d'intérêts", estime Danielle Simonnet (LFI) dans le rapport.

Selon des éléments mentionnés dans le document par cette dernière, Uber a eu également "34 échanges avec les services du Président de la République entre 2018 et 2022".

Elle a aussi relevé sur la même période 26 échanges avec le ministère du Travail, 25 avec Bercy et 83 avec le ministère des Transports, prouvant selon elle une intensification des rapports entre l'exécutif et l'entreprise californienne.

Du côté de la majorité, Benjamin Haddad a souligné que "le législateur prendra ses responsabilités" si les plateformes n'améliorent pas la qualité du dialogue social. Les sanctions contre la fraude pourraient notamment être renforcées dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale, prévu à la rentrée.

Guerre En Ukraine

Expiration de l'accord céréalier: fin des garanties de sécurité en mer Noire, avertit la Russie

La Russie a mis en garde l'Ukraine mardi contre ses velléités de poursuivre les exportations de céréales par la mer Noire, prévenant qu'il n'y avait plus de «garanties de sécurité» après l'expiration d'un accord qui permettait de les transporter malgré la guerre.

«En l'absence de garanties de sécurité appropriées, certains risques» se sont fait jour, a averti le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, ajoutant que «si quelque chose doit être élaboré sans la Russie, ces risques doivent être pris en compte».

Il répondait à une question sur la volonté exprimée par l'Ukraine de continuer à exporter ses céréales par la mer Noire, avec ou sans l'accord de Moscou sur la sécurité des navires.

En écho, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a déclaré à son homologue turc, Hakan Fidan, que la fin de l'accord signifiait «le retrait des garanties de sécurité de la navigation» faisant du nord-ouest de la mer Noire, par où les cargos circulent, une «zone provisoirement dangereuse».

«Les ministres ont envisagé d'autres options pour fournir des céréales aux pays les plus nécessiteux», a souligné la diplomatie russe dans un communiqué.

La Russie a signifié lundi son refus de maintenir l'accord céréalier signé en juillet 2022 sous l'égide des Nations unies et de la Turquie, et prolongé depuis à plusieurs reprises, dénonçant les entraves au commerce des engrais et des autres produits russes.

Mardi, Dmitri Peskov a également accusé l'Ukraine d'utiliser le couloir maritime ouvert dans le cadre de l'accord «à des fins militaires», après que Kiev a frappé la veille le pont stratégique reliant le territoire russe à la péninsule ukrainienne annexée de Crimée.

Frappes de représailles

En représailles, le ministère russe de la Défense a affirmé mardi avoir détruit par une vague de missiles «les installations où des actes terroristes contre la Russie étaient préparés», ainsi que le lieu où sont fabriqués des drones navals.

Avant l'aube, six missiles Kalibr et 21 drones explosifs



de fabrication iranienne Shahed-136 envoyés par la Russie sur Odessa (sud) ont été «détruits» par la défense antiaérienne ukrainienne, a de son côté indiqué le gouverneur de la région, Oleg Kiper, sur Telegram.

«Les débris des missiles détruits et l'onde de choc ont endommagé des infrastructures portuaires et plusieurs habitations privées», a-t-il ajouté, sans donner d'indications sur l'ampleur des dégâts.

Au total, d'après les forces aériennes ukrainiennes, 31 des 36 drones d'attaque lancés dans la nuit par la Russie sur le territoire ukrainien ont été abattus.

Odessa et sa région abritent les trois ports par lesquels l'Ukraine pouvait, dans le cadre de l'Initiative céréalière de la mer Noire, exporter ses produits agricoles malgré la guerre et le blocus imposé par les Russes.

En un an, l'accord a permis de sortir près de 33 millions de tonnes de céréales des ports ukrainiens, essentiellement du maïs et du blé, contribuant à stabiliser les prix alimentaires mondiaux et à écarter les risques de pénurie.

«Même sans la Russie, tout doit être fait pour que nous puissions utiliser ce couloir (pour les exportations) en mer Noire. Nous n'avons pas peur», a affirmé lundi le président ukrainien Volodymyr Zelensky.

Le refus de Moscou de prolonger cet accord a été dénoncé par plusieurs chefs d'État occidentaux et par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, selon lequel «des centaines de millions de personnes font face à la faim» et vont en «payer le prix».

Progression russe sur le terrain

Pour l'heure, la Russie oppose une fin de non-recevoir aux appels à la reconduction de l'accord et Sergueï Lavrov a averti Hakan Fidan du démantèlement du centre de coordination ouvert à Istanbul dans ce cadre.

Sur le front, l'armée russe a fait état mardi d'une rare avancée d'un kilomètre et demi près de Koupiansk, dans le nord-est de l'Ukraine, une zone où Kiev a constaté une concentration de troupes russes et parle de combats acharnés depuis plusieurs jours.

Le commandant des forces terrestres ukrainiennes, Oleksandre Syrsky, a évoqué mardi sur Telegram une situation «difficile» mais «sous contrôle» dans l'est.

Sur le pont de Crimée, «la circulation des véhicules a été rétablie en sens inverse» sur une voie du pont, a déclaré tôt mardi le vice-Premier ministre russe, Marat Khousnouline.

Une source au sein des services ukrainiens de sécurité (SBU) avait déclaré lundi à l'AFP que l'attaque, qui a provoqué la mort de deux civils, a été réalisée par la marine et les services secrets ukrainiens à l'aide de drones navals.

C'est la deuxième fois que ce pont, construit à grands frais peu après l'annexion et symbolisant aux yeux du Kremlin le rattachement de la Crimée à la Russie, est attaqué par l'Ukraine.

En octobre 2022, une explosion attribuée par Moscou à un camion piégé avait fait d'importants dégâts et il avait fallu des mois de travaux pour le remettre pleinement en service.

Lundi soir, Vladimir Poutine a dit attendre «des propositions concrètes pour améliorer la sécurité de cette infrastructure de transport importante et stratégique».

Santé

Poires : pourquoi elles sont très intéressantes pour la santé

Fruit de l'hiver par excellence, la poire se déguste crue, en compote ou en salades de fruit. Cuite, elle vous assure de succulents desserts... Et en version salée, la poire peut aussi vous surprendre !

La poire n'est plus à présenter. Fondue en compote ou en lamelles sur une crêpe chaude, en tarte ou en crumble, ce fruit accompagne tous vos desserts d'hiver. Et elle se marie très bien avec le chocolat, avis aux amateurs... !

Pochées au vin, elle ravit aussi les papilles des adultes. Et en confiture, sa saveur légèrement acidulée présente l'avantage de ne pas être écœurante. Un délice si vous ajoutez un peu de vanille à vos préparations faites maison.

Enfin, en version salée, les poires accompagnent très bien les fromages bleus, notamment le roquefort et la fourme d'Ambert, mais aussi le parmesan et le chèvre. Les



noix, le jambon sec sont aussi de bons associés.

La poire côté santé !

Une poire représente environ 96 kcal. Sa charge glycémique est très basse. Ne vous en privez donc pas, même si vous avez décidé de faire un peu attention à votre ligne.

Le pouvoir antioxydant de ce fruit est extrêmement important : idéal donc pour éliminer les radicaux libres de votre organisme. Cette action diminue le risque de cancers et de maladies cardiovasculaires.

Pour bénéficier de cet effet, il est conseillé de manger la pelure : c'est surtout dans cette partie du fruit que se logent les antioxydants (des flavonoïdes et des acides phénoliques).

Riches en fibres alimentaires, les poires contribuent aussi à l'amélioration du transit intestinal.

Parkinson : quels aliments manger pour vivre plus longtemps ?

Notamment retrouvés dans le thé, le raisin, les fruits rouges et le chocolat noir, les flavonoïdes sont précieux pour la santé. Parmi les différents bienfaits, des scientifiques ont observé une augmentation de l'espérance de vie chez les patients atteints de la maladie de Parkinson... et gourmands de flavonoïdes.

Découverts par le scientifique hongrois Albert Szent-Györgyi, prix Nobel de médecine en 1937, les flavonoïdes entrent dans la composition des oignons, du raisin, du céleri, du persil, des pommes, des fruits rouges (myrtilles, cassis, grenade, fraises...), mais aussi des légumineuses (pois chiche, fèves...), du café, du thé, du cacao et du soja.

De la famille des phytonutriments, ces flavonoïdes existent en très grand nombre : plus de 6 000 catégories sont aujourd'hui répertoriées et classées en différents sous-



groupes : les flavones, les anthocyanidines, les flavonols et les isoflavones.

Obésité, diabète...

Les flavonoïdes présentent des vertus antioxydantes permettant de limiter le risque d'obésité et de diabète sur le long terme. Leurs propriétés anti-inflammatoires participent à la prévention des cancers s'ils sont consommés régulièrement.

Contre les cancers hormonaux (ovaires, seins, prostate) notamment, certains

flavonoïdes (retrouvés dans le soja, les légumineuses) ont aussi une action protectrice. Autant de propriétés bénéfiques pour la santé. Ce n'est donc pas un hasard si l'on vante les bienfaits d'une alimentation riche en fruits et légumes !

Années de vie supplémentaires

Les catéchines, des flavonoïdes de la famille des flavanols, jouent un rôle protecteur sur la fonction neurologique. Des chercheurs* ont observé pendant 33 années l'effet des flavonoïdes auprès de 1 521 patients atteints de la maladie de Parkinson, avant et après la pose du diagnostic.

La moyenne d'âge était de 72 ans. Tous les quatre ans, les participants devaient renseigner leurs prises alimentaires par questionnaire. La quantité et la nature des flavonoïdes étaient relevées, avec une attention particulière portée aux catéchines

(thé, pommes, vin) et aux anthocyanidines (vin, myrtilles).

Résultat : « à la fin de l'étude, 944 (soient 75 %) des volontaires étaient décédés des suites de la maladie de Parkinson pour 513 patients, de complications cardiovasculaires pour 112 et de cancers pour 69 malades », décrit le Pr Gao.

Et « les plus gros consommateurs de flavonoïdes avaient 70 % de chances en plus d'être en vie à la fin de l'étude comparés aux petits consommateurs ». Un lien d'autant plus probant chez les hommes.

En quelles proportions ce bénéfice est-il escompté ? « L'équivalent de trois portions de flavonoïdes par semaine », détaille le Pr Xiang Gao, principal auteur de l'étude. C'est-à-dire « une tasse de thé, une poignée de myrtilles, une orange, un verre de jus d'orange, une pomme. »

Quelles sont les cinq légumineuses les plus détox ?

Le 10 février est la journée mondiale des légumineuses. Très présentes dans les plats traditionnels de nos mamans ou de nos grands-mères, les légumineuses étaient tombées en désuétude. Pourtant, les légumes secs ont de nombreuses vertus et peuvent vous aider à vous détoxifier.

Nous sommes déjà loin des fêtes de fin d'année, pourtant vous ressentez peut-être l'envie de reprendre la main sur votre bien-être et de mieux manger. Dans cette quête, les légumineuses seront un allié essentiel dans votre cure détox.

Les légumineuses (ou légumes secs) présentent de nombreuses qualités nutritionnelles : elles sont très riches en protéines végétales et en glucides. Avec leur haute teneur en amidon, un glucide complexe, les légumineuses sont à classer dans la famille des féculents.

Leur index glycémique est en dessous de 50/100, ce qui est parfait pour fournir une quantité suffisante d'énergie pour tous les muscles, y compris le cerveau. Avec ces propriétés, il n'y a aucun risque de coup de barre, ni de fringale à l'horizon, puisque le corps va lentement absorber les sucres issus des légumineuses.

Elles ont également une forte teneur en fibres, nécessaires pour avoir un bon transit. Les fibres réduisent également le cholestérol. Chose qui est peu connue : les légumes secs contiennent beaucoup de vitamines et de minéraux.

Les légumineuses se révèlent être un substitut idéal à la viande, en raison de la forte présence de protéines.

Néanmoins, il est conseillé d'associer

les légumineuses avec des céréales afin de couvrir l'ensemble des besoins nutritionnels quotidiens, comme du riz complet qui contient plus de fibres que le riz blanc.

Nos confrères de Santé magazine précisent que « contrairement à de nombreux produits céréaliers, lentilles, pois, haricots secs – et les produits qui en sont issus (farines...) – peuvent être consommés par les malades coeliaques et les intolérants au gluten non coeliaques. »

Voici donc notre sélection des légumineuses idéales pour détoxifier votre corps :

1. Les lentilles

Qu'elle vienne du Puy-en-Velay, du Berry ou de la Champagne, la lentille est l'allié principal de la cure détox, et ce, pour plusieurs raisons :

* Elle est peu calorique : 115 calories en moyenne pour 100 grammes de lentilles cuites.

* Elle est riche en fer (3,3 mg pour 100 g) et en protéine (9 % cuites)

* Contrairement à d'autres légumineuses, elle est très digeste du fait de la haute teneur en fibres

* Elle contient beaucoup d'antioxydants qui vont combattre le mauvais cholestérol, faire baisser le taux de triglycérides dans le sang (car en avoir trop favorise le développement de maladies cardio-vasculaires)

2. Les pois chiches

Très présent dans la cuisine méditerranéenne, le pois chiche est consommé dans toutes ses formes : en purée, dans le couscous, en houmous, ou dans la salade. C'est la légumineuse la plus riche en glucides et en énergie.



Son index glycémique est très bas (autour de 30), ce qui va stabiliser le taux de sucres dans le sang, et vous apporter du tonus tout au long de la journée.

Il est pourtant moins digeste que son cousin, car l'enveloppe du pois chiche contient des galacto-oligosaccharides, des prébiotiques responsables de la mauvaise digestion.

Il est donc nécessaire de les laisser tremper une bonne nuit dans l'eau froide. Même en boîte de conserve, il est important de les rincer avec de l'eau.

3. Les haricots

Rouges, blancs, verts : les haricots nous en font voir de toutes les couleurs !

Qu'importe leur couleur, les haricots sont un excellent carburant pour notre corps et ils possèdent des propriétés insoupçonnées.

En effet, ils diminueraient les effets de la ménopause (maux de ventre et changement d'humeur) grâce au manganèse présent en quantité.

Les haricots réduiraient également les risques de cancer grâce à la présence des flavonoïdes (qu'on appelle aussi vitamine

P) sur l'enveloppe du haricot.

4. Les pois

Les enfants en gardent généralement un souvenir amer des petits pois. Pourtant, ils s'avèrent extrêmement bons pour le transit intestinal et sont très peu caloriques.

Elle est une très bonne source de vitamine C et va contribuer à la bonne santé des os, des dents et des cartilages. La vitamine K, qui favorise la coagulation du sang, est présente en nombre dans le pois.

Il est important de les manger croquant et légèrement sucré, car c'est le signe de leur maturité (leur processus de conversion du sucre en amidon donne ce goût particulier).

5. Les fèves

Elles ne servent pas seulement qu'à l'Épiphanie : les fèves, qu'elles soient sèches ou fraîches, aident à prévenir et à lutter contre le diabète et favorise le bon transit intestinal.

Ses fleurs peuvent être utilisées en infusion ou en décoction pour calmer les douleurs provoquées par des coliques néphrétiques, mais également une prostate ou des reins enflammés.

Bien que plus caloriques que ses congénères, ma fève est également une graine coupe-faim idéale.

Mise en garde : les fèves consommées crues peuvent provoquer le favisme, une forme d'anémie dangereuse pour certaines personnes atteintes d'un déficit de G6PD (glucose-6-phosphate déshydrogénase), une enzyme présente dans les globules rouges et qui protège ces derniers des agents oxydants contenus dans les graines de fèves. Sans cette enzyme, les globules rouges éclatent, ce qui peut s'avérer mortel.

Football

Manchester United : Harry Maguire n'est plus capitaine

Malgré son statut de défenseur le plus cher de l'histoire, Harry Maguire n'a jamais réussi à assumer les 93 millions d'euros sortis par Manchester United pour le faire venir en provenance de Leicester durant le mercato estival 2019. Sa dernière saison a même été assez catastrophique d'un point de vue individuel. Avec seulement 16 rencontres disputées en Premier League, le défenseur anglais a vécu un véritable calvaire. Néanmoins, le joueur de 30 ans avait réussi jusque-là à conserver le brassard de capitaine de la formation manchesterienne. Mais la situation n'est plus la même aujourd'hui puisque Erik ten Hag a décidé de le déposséder de ce statut. Et le principal intéressé à décider de réagir sur ses réseaux sociaux pour ne pas laisser enfler la rumeur. «Après avoir discuté avec le manager aujourd'hui, il m'a informé qu'il changeait de capitaine. Il m'a expliqué ses raisons et même si je suis personnellement très déçu, je continuerai à donner le meilleur de moi-même à chaque fois que je porterai le maillot», a tout d'abord sobrement commenté le désormais ancien capitaine des Red Devils.

Harry Maguire a ensuite tenu à remercier les supporters



pour leur soutien depuis son arrivée à Manchester United tout en rappelant sa fierté d'avoir eu l'honneur de porter le brassard de capitaine chez les Mancuniens. «Je tenais donc à remercier chaleureusement les supporters de Manchester United pour tout le soutien qu'ils m'ont apporté pendant que je portais le brassard. Depuis le jour où j'ai pris mes fonctions, il y a trois ans et demi, c'est un immense privilège de diriger Manchester United et c'est l'un des moments dont je suis le plus fier dans ma carrière. C'est l'un des plus grands honneurs du football de club. J'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour contribuer à la réussite de Manchester United, sur le terrain et en dehors», a notamment confié le défenseur anglais. Pour conclure son message, le joueur des Three Lions a souhaité remercier l'entraîneur qui lui avait fait confiance en lui donnant le brassard de capitaine tout en envoyant un message au futur capitaine des Red Devils : «je serai toujours reconnaissant à Ole Gunnar Solskjær de m'avoir confié cette responsabilité pour la première fois et je souhaite beaucoup de succès à celui ou celle qui prendra la relève, qui aura tout mon soutien.» Le message est passé !

Coup de tonnerre, le transfert d'une star au PSG va échouer ?

Alors que Manchester City sort d'une saison historique, les Citizens doivent faire face au marché des transferts. Riyad Mahrez est sérieusement sollicité par l'Arabie saoudite. Un accord serait même proche d'être trouvé. Problème, Pep Guardiola n'entend pas perdre l'Algérien et Bernardo Silva cet été. Une nouvelle qui ne devrait pas ravir les dirigeants du PSG qui suivent de près la situation du Portugais.

Manchester City pourrait bien donner du fil à retordre au PSG. Le club parisien est très intéressé pour s'attacher les services de Bernardo Silva mais les Citizens n'entendent pas lâcher leur milieu de terrain portugais aussi facilement. Encore moins si un autre joueur important du club anglais décide de faire ses valises cet été.

Mahrez pour bloquer l'arrivée de Bernardo Silva au PSG ?

Dans sa quête de développement de son championnat, l'Arabie saoudite continue son mercato très mouvementé. Dans le viseur des saoudiens, Riyad Mahrez représente une véritable option. Le joueur ouvre la porte à une telle opération mais devra faire face aux exigences de son club, Manchester City. D'après les informations de The Athletic, les Citizens ne souhaitent pas perdre à la fois Riyad Mahrez et



Bernardo Silva cet été. Un transfert de l'Algérien pourrait bien mettre un terme à la possibilité de départ du milieu de terrain portugais.

Bernardo Silva a l'embarras du choix

Sous contrat jusqu'en 2025 avec Manchester City, Bernardo Silva ne laisse pas insensible de nombreuses équipes européennes. Pep Guardiola souhaiterait garder son joueur de 28 ans mais doit faire face aux sollicitations du FC Barcelone et surtout du PSG. Comme le10sport vous le révélait, une première offre a été dégainée de la part des dirigeants parisiens afin de s'attacher les services de Bernardo Silva. Manchester City a repoussé cette tentative et attend davantage pour libérer le milieu de terrain portugais. Ce dernier étant ouvert à un départ du club anglais cet été.

West Ham empoche 120M€, quid de Guendouzi

West Ham a officialisé le départ de Declan Rice vers Arsenal. Le club anglais va récupérer 120M€ et Guendouzi le joueur de l'OM a été cité à de nombreuses reprises pour le remplacer...

L'avenir de Mattéo Guendouzi relancé après l'officialisation du transfert de Declan Rice? L'international anglais a enfin rejoint Arsenal après des semaines de négociations intenses. West Ham a donc récupéré un énorme chèque mais a maintenant un poste vacant au milieu de terrain.

Le nom de Mattéo Guendouzi a été cité à plusieurs reprises pour reprendre cette position. Selon le journaliste italien Nicolò Schira, un accord semble proche entre la Juventus et West Ham pour Denis Zakaria. « Juventus demande une obligation d'achat sous certaines conditions pour vendre Denis Zakaria à West Ham, ces derniers ont proposé un package de 21M€ (prêt + option d'achat). Le milieu de terrain a donné sa disponibilité pour rejoindre le club anglais. Les 2 clubs sont confiants pour trouver un accord. Pourparlers en cours.

De quoi remettre en question un départ de Guendouzi vers West Ham?

Le départ de Tudor a tout changé

Si la piste West Ham semble donc se refermer pour l'international français, d'autres clubs anglais notamment



Newcastle ont déjà manifesté leur intérêt pour le milieu de terrain olympien. Les chances de voir Guendouzi quitter l'Olympique de Marseille, cet été, s'amenuisent cependant un peu plus chaque jour.

Mattéo Guendouzi a beaucoup souffert du passage d'Igor Tudor à Marseille. Relégué à un rôle de remplaçant de luxe, le vice-champion du monde français avait laissé sous-entendre ses envies de départ de l'OM, l'hiver dernier. Sauf qu'entre temps, le Croate a quitté le club phocéien et Guendouzi ne serait plus contre l'idée de rester en Provence.

Si Pablo Longoria souhaite toujours réaliser une grosse vente cet été, possiblement avec Guendouzi, le départ de Tudor a changé beaucoup de choses en interne. Le président olympien pourrait même décider de conserver l'ancien des Gunners, si aucune offre satisfaisante n'arrive sur la table.

Aston Villa : Doku en cas d'échec avec Diaby, dragué par Al-Nassr ?

Aston Villa veut poursuivre son mercato séduisant en recrutant Moussa Diaby au Bayer Leverkusen, mais le club allemand se montre gourmand, sans oublier la concurrence d'Al-Nassr. En cas d'échec, les Villans pensent à Jérémy Doku.

7e de Premier League la saison passée, Aston Villa veut rêver plus grand. Le directeur sportif Monchi a ainsi été recruté à Séville pour piloter le mercato, et celui-ci a très bien démarré : le milieu de terrain Youri Tielemans a signé libre en provenance de Leicester, et le défenseur central Pau Torres a été acheté 33 millions d'euros à Villarreal. Les Villans veulent maintenant se renforcer dans le secteur offensif, avec une priorité : Moussa Diaby (24 ans), encore une fois auteur d'une belle saison avec le Bayer Leverkusen.

Le Bayer attend 60 M€

Son ancien entraîneur au Paris Saint-Germain, Unai Emery, l'a rapidement convaincu de rejoindre la Premier League. Une fois l'accord du joueur obtenu, Monchi s'est rapproché du Bayer avec une première offre estimée entre 35 et 40 millions d'euros, sans les bonus. Refusée. Le



récent 6e de Bundesliga, qui ne disputera donc pas la Ligue des Champions la saison prochaine, attend 60 millions d'euros pour libérer l'international français de ses deux dernières années de contrat.

Aston Villa va revenir à la charge, mais gare à la concurrence d'Al-Nassr, qui compte bien doubler le club de Birmingham. Selon RMC Sport, le club dans lequel évolue Cristiano Ronaldo a fait une première offre pour l'ailier. Et

celle-ci n'est pas de 50 millions d'euros, comme l'affirmait récemment le média américain CBS, mais de 38 millions d'euros auxquels s'ajoutent 5 millions d'euros de bonus. Une offre que le Bayer devrait logiquement décliner après avoir refusé celle des Villans.

Première offre d'Al-Nassr pour Diaby

Al-Nassr reviendra également à la charge, et RMC précise que Naples pourrait aussi tenter sa chance, notamment si Khvicha Kvaratskhelia quitte le sud de l'Italie. Le club où évolue Boubacar Kamara sait donc ce qu'il lui reste à faire, mais cela ne l'empêche pas d'anticiper un potentiel échec dans ce dossier compliqué. Une liste restreinte de joueurs ciblés a ainsi été établie, dans laquelle on retrouve notamment Jérémy Doku (21 ans), selon le journaliste Fabrizio Romano. Malgré sa belle fin de saison et la 4e place obtenue en Ligue 1, l'ailier belge ne sera pas retenu par le Stade Rennais en cas de belle offre. Acheté 26 millions d'euros à Anderlecht en 2020, il ne devrait pas partir pour une somme inférieure, d'autant plus qu'il est depuis devenu international. Un chèque qu'Aston Villa ne rechignerait pas à signer. Diaby reste évidemment la priorité, mais Doku représente tout de même un séduisant plan B.